

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINT-PIERRE

ARRETE TVX 0649 PR2025

**PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION
ET DU STATIONNEMENT SUR LA RN2 A PROXIMITE DU PONT
DE LA RIVIERE D'ABORD AUX CASERNES
AINSI QUE L'AUTORISATION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE REUNION AFFICHAGE PERMANENT**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE

- VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA REUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;
- VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;
- VU les articles L 2131-1, L 2212-2 et suivants, L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3 et suivants, 2214-3 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la Route notamment les articles L 325 et suivants L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 325 et suivants R 411-3 et suivants, R 411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28, R 412.51, R.417, R 417-10, R 417-11 et suivants;
- VU le Code Pénal notamment ses articles L.223.1 et suivants, 322.1 et suivants, R.610-5, R.622-2, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°37/DRASS/SE en date du 07 janvier 2010 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage abrogeant l'arrêté préfectoral n° 1969 / DRASS/SE du 10 août 1998 (section 2 articles 10 et 11) ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du **17 avril 2025**, **Affaire N° 39/1890** portant tarification des redevances pour occupation du domaine public ;
- VU l'arrêté N° 1793 du 26 juillet 2021 portant modification de l'arrêté N°848 du 13/01/2020 modifié portant institution d'une régie de recettes pour des droits de place et d'occupation du domaine public ou privé de la commune ;
- VU l'arrêté municipal DRH2025-1130 portant délégation de signature à Madame Magalie POTHIN Directrice générale Adjointe des Services ;
- VU le règlement de la Voirie Communale ;

CONSIDERANT que pour permettre à l'entreprise **REUNION AFFICHAGE PERMANENT (raison sociale), Siret 513 228 924 00025**, sise au 5, rue Bassin Massoute – ZAE l'Eperon – 97435 SAINT-GILLES LES HAUTS, **d'effectuer des travaux (dépose de panneaux publicitaires)**, sur la RN2 à proximité du pont de la rivière d'Abord aux Casernes, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement ainsi que de l'autoriser à occuper le domaine public communal, **LE 13 AOUT 2025**

Accusé de réception en préfecture
574-219740164-20250731-TVX0649PR2025-AI
Date de télétransmission : 04/08/2025
Date de réception préfecture : 04/08/2025



ARRETE

ARTICLE 1/ L'entreprise **REUNION AFFICHAGE PERMANENT** est autorisée à occuper le domaine public, **LE 13 AOUT 2025, de 20h30 à 00h00**, sur la RN2 à proximité du pont de la rivière d'Abord aux Casernes.

ARTICLE 2/ La chaussée est rétrécie. La circulation est régulée par feux tricolores pour des périodes d'alternat n'excédant pas les deux minutes.

ARTICLE 3/ La vitesse est limitée à 30 km/h.

ARTICLE 4/ La circulation piétonne est interdite et déviée sur le trottoir opposé.

Un accès aux véhicules de secours est maintenu en permanence.

ARTICLE 5/ Le stationnement est interdit au point d'intervention et toute gêne occasionnera la mise en fourrière des véhicules.

ARTICLE 6/ L'occupation du domaine public représente une superficie de **20 m²**.

ARTICLE 7/ En contrepartie de cette occupation du domaine public communal, l'entreprise **REUNION AFFICHAGE PERMANENT** doit s'acquitter d'un droit de voirie d'un montant de **VINGT EUROS (20 €)**, correspondant à une surface occupée de **20 m²**, à raison de 1 € /m² /jour.

Le paiement se fera dans les 45 jours qui suivent la date de l'occupation du domaine public soit :

- en Régie au 15, rue Victor le Vigoureux – 97410 SAINT-PIERRE
Tél : 0262 96.66.80
- par voie postale adressée à : Service Réglementation - Hôtel de Ville, rue Méziaire Guignard – B.P 342 – 97448 SAINT-PIERRE CEDEX

Modes de règlement :

- chèque libellé à Trésor Public
- CB
- espèces pour un montant n'excédant pas les 300 €

A défaut, un titre de recette sera émis au Trésor Public pour recouvrement de la redevance.

ARTICLE 8/ L'entreprise est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant les dommages de toute nature qu'elle serait susceptible de causer à autrui, à ses biens ou au domaine.

Accusé de réception en préfecture
974-219740164-20250731-TVX0649PR2025-AI
Date de télétransmission : 04/08/2025
Date de réception préfecture : 04/08/2025



ARTICLE 9/ Le présent arrêté sera dûment affiché dans sa totalité sur les panneaux de signalisation selon les règles en vigueur.

L'entreprise est tenue de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire en vigueur conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livret 1-huitième partie signalisation temporaire) approuvée le 06 novembre 1992.

ARTICLE 10/ Si un changement survient pendant la période d'occupation du domaine public, l'entreprise est tenue d'en informer la commune dans les plus brefs délais ; faute de quoi, elle reste titulaire de cette autorisation jusqu'à sa limite de validité et par conséquent responsable selon les termes du présent arrêté.

ARTICLE 11/ Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 12/ Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard – BP 342 – 97448 SAINT-PIERRE CEDEX qui a pris l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon -97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

ARTICLE 13/ Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale et l'entreprise sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le 31 JUL. 2025

Le Maire

Pour le Maire et par Délégation
La Directrice Générale Adjointe
des Services

Magalie POTHIN



Accusé de réception en préfecture
974-219740164-20250731-TVX0649PR2025-AI
Date de télétransmission : 04/08/2025
Date de réception préfecture : 04/08/2025

